Journée internationale des filles et des femmes en sciences :
le REGEP-GEONET sensibilise la banlieue dakaroise
P. 4

Keur Massar :
Les femmes élues lancent le 1er forum départemental sur le développement économique et environnemental
P. 12

WEER BI

le premier journal du département de Keur Massar

www.keurmassaractu.com - weerbijournal@gmail.com weerbi/keurmassaractu

Mars 2023 - SERVICE COMMERCIAL : 33 837 00 86 / 77 586 58 43

Inégalité des sexes dans le secteur extractif,

Les femmes : les principales victimes

- **10 249 emplois créés en 2021 dont 420 non nationaux,**
- **01 emploi créé par semaine pour les femmes sénégalaises,**
- **15 emplois créés par semaine pour les hommes sénégalais.**

Aida Diop Ndiaye, présidente WIM :
«la présence des femmes dans le secteur extractif est un défi majeur »
PP. 18-19

Docteure Selly Ba, sociologue :
«la mixité développe la capacité de l'entreprise »
P. 16

Madame Rokhaya Daba Fall :
«le marché du travail est structuré au détriment des femmes»
P. 13

Citronnade JOJO

Plaquette de présentation citronnade JOJO

Notre démarche s'inscrit sur un processus de développement Durable afin de lutter contre la carence en vitamine, nous proposons des jus riches à nos clients sans additifs sans colorants.

Citronnade Gingembre : Riche en vitamine C notre boisson vous tonifie.

Il existe une harmonie absolument unique entre le gingembre et le citron. Ces deux aliments qui ne semblent rien avoir en commun se mélangent et combinent leurs effets sur le corps humain.

Connu pour ses effets aphrodisiaques, le gingembre est aussi un remède naturel contre les nausées et de nombreux autres maux. Les bienfaits du gingembre et ses vertus thérapeutiques sont multiples, ce qui en fait l'une des plantes médicinales les plus appréciées au monde.

Fabriqué dans des conditions d'hygiènes optimales.

NINEA : **005516234** Tel : 78 4755817 citronnade2jojo@gmail.com; **Citronnade JOJO** ; **sokho_services1**

Editorial

Ressources extractives : l'espoir est permis

Le Sénégal prépare la vente, sur le marché, de ses premières productions pétro-gazière de Grand Tortue Ahmeyin (GTA).

Par Oumar Ba

Les ressources du secteur extractif sénégalais vont enregistrer une nette hausse à partir du quatrième trimestre de l'année 2023. Les revenus issus de ces productions vont contribuer à l'augmentation du produit intérieur brut, de la croissance économique. Ce qui va permettre, avec l'utilisation optimale et efficiente des ressources, une amélioration des conditions de vie des populations.

Les sénégalais attendent de l'Etat du Sénégal, à travers ses ressources tirées de l'exploitation du projet GTA, la réalisation de projets structurants pour réduire la vulnérabilité des populations et le chômage des jeunes. Le relèvement du plateau médical des structures sanitaires, la construction d'écoles et d'instituts de formation professionnelle et technique pour répondre à la demande de plus en plus importante des jeunes, l'élargissement des routes pour renforcer la mobilité des personnes et des biens et réduire les accidents mortels, l'accompagnement des jeunes entrepreneurs pour renforcer leur résilience et faciliter le recrutement des jeunes et des femmes font partie des attentes les plus urgentes pour un pays durement touché par la pandémie du Coronavirus et la guerre en Ukraine.

Le Sénégal a connu, ces dernières années, une hausse importante de sa population. Elle est passée de 13 508 715 habitants en 2012 à 17 738 795 en 2022 (ANSD). Elle devra atteindre la barre des 50 millions de personnes à partir de l'an 2060. Les femmes représentent plus de 50 % de la population totale. Dans la logique d'équité, elles devraient être plus présentes dans les administrations publiques et privées du pays. Mais les statistiques sur la répartition des emplois ne prouvent pas cette tendance. Dans le secteur extractif, par exemple, sur plus de 10 000 emplois créés en 2021, les femmes ne représentent que moins de 10 % de l'effectif global. Et pourtant, le pays ne manque pas de femmes diplômées et professionnelles capables de contribuer au développement du pays.

La persistance des stéréotypes au Sénégal a renforcé les inégalités entre les sexes dans plusieurs secteurs dont le secteur extractif, qui nourrit actuellement beaucoup d'espoirs. En 2021, il a généré 223, 15 milliards de FCFA (385,31 USD).

Pour une meilleure utilisation des ressources extractives, il est important de développer des politiques et programmes sensibles au genre et opérationnels. Ce qui va permettre de lutter contre la pauvreté et le chômage des jeunes et des femmes.

WEER BI,
Le premier journal du département de Keur Massar, **le miroir du département**

Édité par le Bureau du Service d'Information et de Communication (BUSIC)

Partenaire : Keur Massar Actu
Directeur de publication : Mouhamadou Ba
Rédacteur en chef : Oumar Ba
Reporters :
D. Diallo, Mahmoud Fall, Aly Ba, Mamadou Darahmane Sy
Marketing et communication :
BUSIC
Infographie : BUSIC
Correction : Mouhamadou Ba
Photographes : Barou, ABC, Kaw

Téléphone : 00221 33 837 00 86 / 77 586 58 43
E-mail : weerbijournal@gmail.com
Site : www.keurmassaractu.com
Siège : Villa N 837 Asecna-Yeumbeul Nord-Keur Massar

Journée Internationale des Filles et des Femmes en Sciences :

le REGEP-GEONET sensibilise la banlieue dakaroise

Le Réseau des femmes et des jeunes dans les énergies a organisé, jeudi 16 février dans la banlieue dakaroise, la Journée internationale des Filles et des Femmes en Sciences (JIFFS).

L'institut Supérieur d'Informatique de Keur Massar, situé dans la banlieue, et le lycée d'excellence scientifique Rose Dien-G Kuntz de la cité Alioune Sow de Golf ont accueilli la première édition de la JIFFS du REGEP-GEONET. Consciente de l'importance des filières scientifiques dans le développement économique et social du Sénégal et de la faible représentation des femmes dans les métiers de la science, l'association des femmes et des jeunes dans le secteur des énergies a saisi cette occasion pour aller à la rencontre des étudiants et des élèves pour organiser une campagne de sensibilisation sur les atouts qu'offrent les séries scientifiques qui préparent les futures professionnelles des métiers scientifiques.

Le REGEP a également organisé un test pour identifier ses ambassadeures dans ces écoles. Ces dernières auront droit à des prix et des accompagnements pour continuer leurs parcours scolaires dans les filières scientifiques.

Cette journée entre dans le cadre de la Journée Internationale des Femmes et des Filles en Sciences, célébrée le 11 février de chaque année. L'objectif principal de cette journée est de rappeler le rôle essentiel que jouent les femmes et les filles au sein de la communauté scientifique. Elle a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies par la résolution 70/212.

Le REGEP-GEONET est un réseau des jeunes et des femmes évoluant dans les secteurs des énergies. Il regroupe un capital humain diversifié qui œuvre pour la promotion de l'accès des femmes et des jeunes dans les métiers du pétrole et des Énergies. Il est né en novembre 2021, lors du 20ème congrès de l'ASEA à Dakar.

Le REGEP avait lancé son plan stratégique, le mardi 24 janvier à Dakar. L'atelier a été présidé par Madame le Ministre du Pétrole et des Énergies, Madame Sophie GLADIMA. Il entrait dans le cadre du programme d'Appui au Développement des Énergies Renouvelables pour l'Accès Universel à l'électricité, Paderau.

FER de Saint Louis : le REGEP au rendez-vous

Une délégation du Réseau des Femmes et des Jeunes dans le Secteur des Énergies a pris part à la dixième édition du Forum sur les Énergies Renouvelables dans la zone Nord du 9 au 10 février à Saint Louis.

Apres la première édition, organisée en janvier 2020 qui a réuni plus de 2 000 participants, le Comité intersectoriel de mise en œuvre des synergies entre le secteur de l'énergie et les autres secteurs stratégiques pour la réduction de la pauvreté des régions de Saint-Louis et de Matam ont jugé nécessaire d'organiser la deuxième édition du 9 au 11 février à Saint Louis. L'objectif du CIMES est de faciliter les rencontres entre les fournisseurs de solutions énergétiques innovantes et les acteurs de la demande pour développer des partenariats et dynamiser les marchés locaux.

Travaillant pour la promotion des énergies renouvelables dans ses zones d'intervention, le REGEP avait pour objectif de rencontrer les acteurs de ces énergies afin de nouer des partenariats pour permettre aux membres de l'association de s'imprégner des différentes initiatives et réalisations dans la production d'énergie bon marché pour les ménages. Ainsi, il a d'ores et déjà entamé des négociations avec le Programme national de Biogaz au Sénégal pour permettre d'installer des biodigesteurs dans certaines localités où le REGEP est présent.

Yeumbeul Sud accueille un dialogue sur la gouvernance de la migration au Sénégal

La commune de Yeumbeul Sud a abrité, mardi 21 février, un atelier de concertation et d'échanges multi-acteurs sur la gouvernance de la migration au Sénégal.

Yeumbeul Sud est devenu, avec l'érection de Keur Massar en département, la porte d'entrée privilégiée du 46ème département. Le village traditionnel de la communauté layenne est confronté à la pauvreté et au chômage des jeunes. Sa population composée de pêcheurs est souvent victime de l'émigration irrégulière. Pour chercher de meilleures conditions de vie, les jeunes empruntent les pirogues pour traverser la méditerranéenne et rejoindre les pays européens.

« La Banlieue est une zone de départ quand on parle d'émigration irrégulière », a expliqué Amath Sarr, opérateur culturel et président de l'Académie Banlieue Culture pour justifier le choix de sa commune pour abriter cette session d'échange.

La pandémie du Coronavirus et la guerre en Ukraine ont renforcé la vulnérabilité des populations sénégalaises, en général et de la banlieue, en particulier. C'est pourquoi, malgré les efforts déployés par le gouvernement du Sénégal et ses partenaires techniques et financiers, l'émigration irrégulière demeure un phénomène difficile à éradiquer. S'y ajoute l'indisponibilité des données pour évaluer son impact sur le développement économique du pays.

« Face à ces enjeux, il est important de mener des concertations régulières entre les différents acteurs (…) en vue de partager des expériences mais aussi de lever le voile sur certaines contraintes liées à une gouvernance efficace et effective de la migration au Sénégal », a souligné le Réseau Migration et Développement dans un communiqué.

Cet atelier entre dans le cadre du plan d'action 2002/2023 du Remidev inspiré de son plan stratégique quinquennal.

« Nous voulons une politique migratoire qui prend en compte les questions urgentes et les enjeux de développement », a rappelé Amath Fall.

Pour réussir la lutte contre l'émigration irrégulière et ses séquelles, il est important d'associer les collectivités locales qui sont les plus proches des communautés. Même si elles ne disposent pas de moyens nécessaires à l'éradication de l'émigration irrégulière, elles peuvent, quand même, participer à l'évaluation et la prévention de la migration au niveau local pour appuyer les autorités dans la planification des politiques migratoires.

L'adjoint au maire de la commune de Yeumbeul Sud a déclaré que la mairie a mis en œuvre plusieurs stratégies pour faciliter les échanges entre les différents acteurs de la migration.

Cette première session sur la migration dans le département de Keur Massar va marquer le début de collaboration entre l'Académie Banlieue Culture, le Remidev et la commune de Yeumbeul Sud. Il est prévu des rencontres annuelles à la mairie et dans tout le département pour renforcer le partenariat entre les différents acteurs.

Sama Chance met en exergue le rôle des BAOS dans la réintégration des migrants de retour

L'Association Sama Chance a organisé, ce jeudi 16 février à Dakar, un atelier sur la migration de retour et la réintégration au Sénégal.

Dans le cadre de son projet Dalal Jamm, l'Association Sama Chance a organisé un atelier sur le rôle des Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi dans la réintégration des migrants de retour. Destinée aux acteurs de la migration, cette rencontre a été une opportunité pour revenir sur les différentes missions des BAOS.

« C'est un dispositif mis en place par l'Etat du Sénégal à travers les 14 régions. Aujourd'hui, l'Association Sama Chance, à travers son projet, dalal Jamm, nous a convié à un (atelier) qui a réuni beaucoup d'acteur de la migration », a expliqué Madame Rokhaya Ndiaye Keita.

Elle animait le panel sur la migration de retour et la réintégration au Sénégal. La responsable du BAOS de Dakar a appelé les migrants de retour et les potentiels migrants à se rendre au niveau des sièges des Espaces Sénégal Service pour saisir les opportunités de prise en charge et d'accompagnement pour la mise en place de leur projet.

Le président de la maison d'accueil des migrants s'est dit satisfait de la qualité des interventions et la pertinence des communications. Alioune Fall espère que toutes les recommandations retenues lors de l'atelier seront prises en compte dans l'élaboration du document de la politique migratoire et les orientations des services du BOAS, de la DGASE et du Ministère des affaires étrangères et des sénégalais de l'extérieur.

Migrantes de retour : un modèle de réussite économique et sociale

Plusieurs migrants ont choisi, ces dernières années, de revenir au Sénégal pour investir dans plusieurs domaines d'activités porteurs d'emplois. Parmi eux, des femmes qui avaient déjà des emplois et des garanties financières. Dans le cadre de ses productions scientifiques, la rédaction de Keur Massar Actu a rencontré des « femmes modèles » qui ont réussi leur réintégration économique et sociale malgré les contraintes financières et culturelles de la société sénégalaise.

Née au Sénégal, mère de cinq enfants et ayant passé près de quatre décennies dans la banlieue dakaroise, Patte d'Oie, Maïmouna Dieye fait partie de ces premières femmes à revenir au Sénégal, communément appelé « migrantes de retour » pour contribuer à la lutte contre le chômage des jeunes et des femmes, l'émigration sous toutes ses formes et l'indépendance économique des femmes.

D'une taille courte et engagée dans la promotion de la culture traditionnelle, Maimouna Dieye habite dans une cité à Patte d'Oie, une commune située dans le département de Dakar et peuplée de 41 106 habitants d'après le RGPHAE de 2013. Elle vit avec sa famille dans une villa à côté de l'avenue Seydina Limamoulaye (Route de l'aéroport).

L'actuelle maire de la commune de Patte d'oie, et Présidente nationale des femmes de Pastef, parti politique qui a porté sa candidature lors des élections municipales de janvier 2022 est par ailleurs Directrice générale d'une agence de représentation pharmaceutique au Sénégal. Ayant capitalisé plus de 22 ans d'expérience en tant que déléguée médicale, Maimouna Dieye est membre de plusieurs associations qui œuvrent pour la protection et la défense des droits des femmes et des jeunes.

Ayant découvert plusieurs pays européens et les Etats Unis très tôt, Maimouna Dieye a saisi toutes les opportunités du voyage. Puis qu'elle a découvert plusieurs cultures et civilisations, d'une part et des expériences professionnelles, d'autre part. Malgré les opportunités qu'elle a eues lors de ses différents séjours en Hollande, en Allemagne, en France, en Belgique, en Danemark, en Suisse, aux USA et dans plusieurs pays du Nord, la Suisse, Madame Dieye n'a pas souhaité rester longtemps avec les Occidentaux et être au service des nations étrangères, mais plutôt participer au développement économique de son pays. C'est ainsi qu'elle a choisi de rentrer avec des containers d'une valeur de 15 millions de FCFA pour recommencer sa vie à côte de ses parents et amis d'enfance. « Après cinq ans en Belgique, je me suis dit que voilà, il était question que je retourne dans mon pays. Parce que je n'avais pas les raisons ou en tout cas les mêmes raisons que certains émigrés qui pensent que rester en Europe est une finalité, alors que pour moi, retourner dans mon pays était la finalité », a-t-elle expliqué.

« A un moment donné, je me suis dit qu'il fallait rentrer avec beaucoup de questions, avec beaucoup d'incertitudes. Pourquoi, parce que je savais, quand je partais, ce que j'ai laissé, mais quand je rentrais, je ne savais pas, je ne pouvais pas savoir ce que j'allais trouver. C'était avec beaucoup d'appréhension, avec beaucoup de peur. Parce que voilà, c'est l'inconnu, ce n'est pas sûr, ce n'est pas quelque chose de clair. Donc, je me suis dit que je vais rentrer, en attendant de pouvoir me réinstaller et me réinsérer, avec quand même de la marchandise et puis essayer de voir comment avoir une certaine stabilité financière », a-t-elle poursuivi.

Dieynaba Ndiaye est professeure de droit au département des sciences juridiques à la faculté des sciences politiques et droit de l'Université du Québec à Montréal au Canada. Elle est la Directrice de l'Observatoire sur les Migrations Internationales, les Réfugiés, les Apatrides et l'Asile (Omiras). Elle soutient que le retour des migrants est dû à l'existence d'un lien entre le migrant et son pays.

« La personne qui quitte son pays pour aller travailler ou pour des raisons familiales (...) a toujours cette nostalgie. Et puis on a quand même des valeurs, on a été éduqué ici (Sénégal, NDLR). Nos familles sont restées au pays. Il y a ce lien-là qui existe entre le migrant et son pays », a-t-elle expliqué.

Elle animait un symposium sur la nécessité de « repenser la mobilité humaine sous le regard africain : analyse et perspectives » les 19 et 20 décembre 2022 à Dakar.

L'émigration internationale se caractérise principalement par des flux sus-sud essentiellement dirigés vers les pays de la sous-région ouest-africaine, et des flux sud-nord orientés vers les pays industrialisés de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Selon les données du RGPHAE de 2013, les trois premiers pays de destination des Sénégalais sont des pays de l'Europe occidentale (France, Italie, Espagne).

Avec le premier échec enregistré avec le commerce de marchandises importées, Madame Dieye a failli abandonner et reprendre sa valise pour tenter à nouveau une nouvelle aventure européenne. Mais avec son engagement et son courage, elle a réessayé d'autre projet et a par la suite obtenu gain de cause. Ce projet n'est rien d'autre que celui qui est en rapport avec son domaine de prédilection. C'est-à-dire l'industrie pharmaceutique. Puis qu'elle avait, après sa formation en délégation médicale, travaillé à Dakar pendant quelques années avant de rejoindre son mari en Belgique.

« Cinq mois après, la désillusion commençait à être là. Ce n'était pas évident et je me suis rendu compte que je n'avais pas fait une bonne opération (…) c'est là que j'ai commencé à réfléchir. Je me suis dit qu'on ne peut pas rester comme ça. Très tôt, j'ai eu à travailler, très tôt, j'ai eu à être indépendante et autonome, mais très tôt, j'ai su comment faire les choix. Donc je me suis dit qu'il faut réfléchir, être lucide, analyser la chose et après voilà donc j'ai pu décider de reprendre mon activité (rire) que je connais, que je maîtrisais. C'est-à-dire la vente des médicaments et c'est là que j'ai ouvert ma société à nouveau et je me suis associée avec quelqu'un. On a pu avoir de très bonnes opportunités et surtout de grosses commandes ».

« Quand on voyage, même si on n'a pas d'argent, comme on le dit, c'est qu'on gagne dans l'émigration à tout point de vue d'apprentissage, de développement des compétences transversales, d'acquisition d'expertises et cetera. Donc ce capital-là veut être exploité de plus en plus par les migrants pour contribuer à l'effort collectif (…) donc c'est une nécessité, c'est comme une obligation morale de revenir et de contribuer à l'effort collectif pour sortir nos pays du sous-développement, si on peut parler du sous-développement entre parenthèses et les femmes y contribuent évidemment », a soutenu la Professeure de droit à l'Université du Québec à Montréal.

Née en France en 1987 et issue d'une famille sénégalaise originaire de Dioudé Diabé, dans le département de Podor (région de Saint-Louis), Coumba Sow vit au Sénégal depuis plusieurs mois à la suite d'un congé sabbatique de 11 mois. L'objectif de son retour est de développer une entreprise de services. PariSénégal a pour vocation d'accompagner les projets des émigrés en lien avec le Sénégal.

Habitant dans une cité en face de l'aéroport Léopold Sédar Senghor, Coumba Sow occupe un appartement au premier étage qui sert désormais de bureau pour recevoir ses invités, clients et partenaires. C'est dans son salon de séjour qu'elle nous reçoit un mardi après-midi. A l'intérieur, une petite valise contenant ses effets de toilette et habits est posée par terre. Elle prépare son voyage sur Paris dans la soirée pour organiser une rencontre avec des émigrés porteurs de projets.

La CEO de Pari-Sénégal, titulaire d'un diplôme de DUT en Technique de commercialisation et d'un Master en Banque-Finance est devenue officiellement entrepreneure depuis le 11 novembre 2022 avec la formalisation de sa boite de services. C'est à l'occasion de cette journée, qu'elle a organisé la deuxième édition de la rencontre PariSénégal sur l'investissement, l'installation au Sénégal et l'entrepreneuriat. Cet événement, organisé dans la capitale française, a réuni plus de

200 personnes.

Au Sénégal, les migrantes de retour ont commencé à revenir avant même la pandémie du Coronavirus. Mais cette dernière a augmenté la part des retours volontaires dans les flux migratoires. Une fois régularisées, les femmes deviennent le plus souvent des « saisonnières ». C'est-à-dire venir chaque hiver au pays pour amorcer une perspective d'implantation d'entreprises.

Adjaratou Wakha Aidara Ndiaye est professeure et spécialiste sur des questions migratoires. Elle est la directrice de l'Organisation non gouvernementale Exécutive de Partener West Africa-Sénégal. Elle soutient que les migrantes de retours préparaient leur retour à travers leurs voyages pendant les saisons d'été et de l'hiver. C'est ce qui a facilité leur réintégration.

« Elles vont en Europe pendant l'été et retournent dans leur pays pendant l'hiver et [ce voyage] leur permet en fait de voir quel type d'activités, elles pourraient dérouler au pays et commencer maintenant à songer à leur retour », a-t-elle expliqué.

Avec le phénomène de retour des migrants, le Sénégal ne dispose pas jusqu'à présent d'une base de sonnées sur le nombre exact, profil sociodémographique et économique des migrants de retour. Ce pendant, les dynamiques de migration interne et internationale au Sénégal sont dominées par des femmes. D'après le RGPHAE de 2013, on note une tendance plus importante des jeunes filles à migrer par rapport aux jeunes garçons, notamment dans les tranches d'âge comprises entre 15 et 29 ans. Le pourcentage de migrantes internes parmi les femmes est de 9,6 % contre 8,2 % chez les hommes dans la tranche d'âge 15-19 ans. Ce ratio est de 11,6 % contre 10,1 % dans la Tranche d'âge 20-24 ans et de 12% contre 11,3 % dans la

tranche d'âge 25-29 ans.

Avant de créer PariSénégal, Coumba Sow faisait du bénévolat pendant plusieurs années en accompagnant les franco-sénégalais dans les démarches administratives. Ainsi, elle a aidé plusieurs Sénégalais nés en France pour obtenir leurs pièces d'état-civil, avoir leur nationalité sénégalaise, voyager pendant la pandémie du Coronavirus et dans certaines démarches consulaires.

L'installation de Coumba Sow est devenue facile grâce à son immersion dans la culture et la tradition de ses parents. Ce qui lui a permis de comprendre très tôt les différences interculturelles et de mentalités entre les deux peuples.

« Mon papa nous a toujours envoyés chaque année en vacances dans son village natal Dioudé Diabé. C'est dans le Fouta, département de Podor. On a eu une immersion quand même forte. On a compris nos origines, a-t-elle affirmé. L'adaptation au Sénégal, quand on est français, c'est sûr que ce n'est pas évident. Parce qu'on a ce qu'on appelle les différences interculturelles. Personnellement, je n'ai pas vraiment rencontré de soucis. Parce que, depuis toute petite, j'ai toujours été dans le réseau, je comprenais les différences de mentalité, de codes. Je sais m'adapter ».

Même si l'Etat du Sénégal a mis en place plusieurs structures comme le Fonds d'Appui au Sénégalais de l'Extérieur (Faise), la Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des femmes et des jeunes (DER/fj), les Bureaux d'Accueil, d'Orientation et de Suivi (BAOS), le Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (Fongip) pour accompagner les migrants de retour à mettre en œuvre leurs projets, PariSénégal n'a jamais eu le soutien de l'Etat et travaille donc sur fonds propres. Cette politique, engagée pour les Sénégalais de l'extérieur, a beaucoup contribué à l'éveil des consciences au sein de la diaspora, selon Coumba Sow.

Malgré cette situation, Coumba Sow arrive quand même à joindre les deux bouts et à se hisser au sommet de l'entrepreneuriat féminin. Grâce à son courage et son abnégation, elle est devenue un modèle de réussite et de réintégration socioéconomique pour les autres émigrés même si elle a encore des objectifs à atteindre. « Je travaille pour réussir. Je me donne les moyens pour réussir donc la valeur qui est internationale, que ce soit en France ou au Sénégal, c'est le travail (…) je ne suis pas du tout un modèle, mais en tout cas, j'essaye d'être exemplaire et j'essaye de montrer la vérité et la transparence », a-t-elle soutenu.

Maimouna Dieye a réussi grâce à la maîtrise des techniques de vente de médicaments, sa foi en Dieu et à sa détermination. « En tout cas, ce n'est pas en défaut d'avoir essayé et j'ai essayé, j'ai réessayé, j'ai essayé encore une fois et aujourd'hui alhamdoullilah, (…) depuis quelques années ça commence à bouger, ça marche, ça me permet en tout cas de vivre dignement avec mes enfants », a-t-elle affirmé.

La Directrice Exécutive de PWA-Sénégal fait l'historique de la réussite des femmes pour expliquer que les migrantes ont grandi dans une situation qui leur permet de s'adapter à n'importe quelle situation et de réussir. « Il ne faut pas occulter que la femme, quand même, a naturellement ce don de gestion. Parce qu'elle a toujours géré la famille. La femme a presque un don inné de management. Donc elle sait, à la limite, mieux faire que l'homme, a-t-elle soutenu même si elle ne remet pas en cause la capacité managériale de l'homme. La femme est appelée à manager une famille. Donc elle est éduquée pour gérer ses enfants, son époux, son ménage, les questions de sécurité, la gestion de la santé et la gestion de l'éducation de ses enfants ».

« Les gens ont tendance à oublier que la femme africaine a toujours été une travailleuse. Elle a toujours allié gestion du ménage et travail. C'est une fausse perception de penser en fait que c'est une nouvelle [tendance]. C'est ce qui a toujours été et donc ce qui explique qu'une fois en Europe, elles découvrent autres choses. Avec les leçons apprises de l'autre côté, lorsqu'elles viennent, elles réussissent comme on l'a dit tantôt. Elles ne viennent pas d'un coup parce qu'un retour, il faut le préparer. Ces saisonnières, qui partaient et qui revenaient, mettent en place un système qui leur permet lorsqu'elles sentent que maintenant, c'est bon, elles s'installent définitivement. C'est la clé quelque part de leur réussite : le fait de le préparer sur le long terme », a-t-elle ajouté.

Le Maire et la présidente de PariSénégal n'ont pas accepté de communiquer sur leurs chiffres d'affaires et le nombre d'emplois qu'elles ont créés.

C'est au début des années 2020 que Madame le Maire de Patte d'Oie a rencontré le leader de son parti et a pris la décision de s'engager en politique. A la veille des élections municipales de janvier 2022, elle déclare sa candidature à la mairie de Patte d'Oie. Le 31 janvier de cette même année, elle devient officiellement Maire pour un mandat de cinq ans. Une opportunité qui va lui permettre de poursuivre son combat contre les inégalités et de devenir un modèle de réussite sur le plan économique, politique et social. Et cette réussite sans condition ne dépend, selon lui, que des raisons simples. « Il n'y a pas de conditions. C'est des raisons qui sont simples, des raisons qui m'ont poussé à dire : moi, je veux être, je veux faire partie des personnes qui vont décider dans ce pays. Pourquoi, parce que je me suis rendu compte qu'il y avait beaucoup d'injustices, je me suis rendu compte qu'il y avait beaucoup de problèmes », a-t-elle dit.

Madame le Maire de Patte d'Oie s'active également dans plusieurs associations pour aider les personnes démunies. Pour continuer son engagement, elle s'est rendu compte qu'il était nécessaire de faire partie de la hiérarchie pour « mieux parler des problèmes de l'éducation des enfants, des problèmes sanitaires comme la lutte contre le cancer ».

La chargée de la décentralisation de la LISCA (Ligue sénégalaise contre le Cancer) a soutenu qu'elle n'est pas en mesure d'évaluer ce qu'elle a pu mobiliser pour défendre les droits humains.

Avec le développement économique et social noté ces dernières années et qui a poussé les émigrés à rejoindre leur pays d'origine, il est important, selon Madame Dieye, « d'essayer de voir comment encadrer, comment appuyer et comment surtout aider ces jeunes qui sont de retour » dans le développement de leurs projets puisque les migrants de retour ont la possibilité de réussir.

« J'informe, j'insiste et je confirme qu'on peut rentrer au pays avec la possibilité de réussir. En tout cas, moi, je suis rentrée depuis 09 ans. Alhamdoullilah, je rends grâce à Dieu. J'arrive à m'en sortir. Je me sens bien et depuis un an, je suis maire. Ça veut dire que j'ai la tête à ça. Donc, je ne souffre pas. Si je me permets de faire de la politique. C'est parce que j'ai la tête à ça », a-t-elle poursuivi en demandant à la diaspora sénégalaise de préparer leur retour et de l'organiser de la meilleure des manières parce que tôt ou tard, ils vont rentrer au pays.

« Il faut donc une mobilisation donc pour l'égalité et l'accès aux postes politiques. Parce que si elles viennent et qu'on les dresse en modèle politique donc ça va susciter une prise de conscience nationale », a lancé Adjaratou Wakha Aidara Ndiaye.

Les émigrés sénégalais participent de manière efficace à l'amélioration des conditions de vie de leurs familles par les transferts de fonds et d'équipements.

Selon les statistiques de la Banque mondiale en 2017, le Sénégal est le quatrième pays africain subsaharien Récepteur de flux financiers officiels en provenance de ses ressortissants résidant à l'étranger, derrière le Nigeria, le Soudan et le Kenya. Le volume de ces transferts est passé de 233 millions de dollars US en 2000 à 925 millions en 2006, puis à 1614 millions en 2013, 1929 millions en 2015, 2016 mil-

lions en 2016 Et 2220 millions de dollar US en 2017. Cela représente en moyenne à peu près 930 milliards de FCFA par an au cours des dix dernières années (2008-2017).

Les pays de provenance des envois de fonds sont très divers (Tableau 33). Mais on constate une prédominance de la France (647 millions en 2017) et de l'Italie (425 millions USD), suivis de l'Espagne (302 millions USD).

La Française d'origine sénégalaise s'engage également dans la lutte contre l'émigration régulière et/ou irrégulière. A Dioudé Diabé, un village situé à côté de la commune de Bababé en Mauritanie, elle organise, à l'occasion de son séjour, des échanges avec des femmes du village sur des questions relatives à l'autonomie financière des femmes et sur les réalités à l'étranger pour pousser les potentielles candidates à l'émigration à réfléchir avant de vouloir quitter le Sénégal.

Même si l'objectif final de Coumba Sow, c'est l'installation au Sénégal, elle sera toujours entre les deux pays. Puisque dans son entreprise, elle vend un lien entre la France et le Sénégal et intervient dans tous les deux pays. Une fois en Europe, elle réunit la communauté sénégalaise restée dans ces pays pour la promotion de la destination au Sénégal. En Afrique, elle fait des expositions sur les initiatives des entrepreneurs de la Diaspora pour permettre aux Africains de découvrir les produits et services de ces jeunes et aux différentes parties de favoriser le développement de leurs relations. « Mon lieu d'habitation rêvé et mon lieu d'habitation en tout cas aujourd'hui, c'est Dakar même si je suis entre les deux, je vis et je voudrais toujours vivre au Sénégal », a-t-elle rappelé.

Après la deuxième édition de PariSénégal organisée à Paris, le 11 novembre dernier, Coumba Sow prépare le « Grand salon PariSénégal » prévu ce samedi 25 février à Dakar. Lors de cette rencontre, plusieurs entreprises sénégalaises et françaises présenteront leurs produits et services aux Dakarois.

L'ancienne employée d'une banque en France a également un grand projet pour ses sœurs. Ce projet consiste à trouver des moyens auprès des bailleurs de fonds pour soutenir les femmes et surtout celles qui sont dans le milieu rural pour avoir des outils nécessaires afin d'entreprendre pour asseoir leur indépendance financière par l'accès par exemple à la terre.

« Un de mes rêves, c'est de contribuer à accompagner des femmes au Sénégal. Ça peut-être sur Dakar, mais aussi effectivement élargir dans les zones rurales afin qu'elles puissent se former, devenir indépendantes, se projette-t-elle. Par exemple, je me disais qu'elles peuvent avoir un lopin de terre, cultiver et récolter les bénéfices de leurs semences et je pense qu'en tant que franco-sénégalais, on doit avoir ce devoir de penser à : comment aussi avoir un impact direct sur les locaux au Sénégal par rapport à notre projet de retour au pays. Donc, c'est à suivre, on va voir comment trouver des partenaires et comment mener à bien ce projet pour optimiser au maximum In challah ».

Le Sénégal est devenu aujourd'hui une référence dans la promotion des droits des femmes. Il assure depuis des années une garantie dans l'accès des femmes aux postes de responsabilité et aux fonctions électives sans discrimination. L'application de la loi sur la parité a permis d'augmenter le nombre de députés-femmes à l'Assemblée nationale du Sénégal. Le pays compte aujourd'hui plus de femmes dans les parlementaires des pays de l'Afrique de l'Ouest. Le nombre de femmes dans la 14ème législature est de 73 sur 165 députés.

« En tant que femme, je pense que le Sénégal est le pays rêvé. Ce que j'aime bien dans ce pays, c'est que la femme a une vraie place dans la société. Elle n'est pas limitée. On la voit même au niveau du gouvernement avec des nominations. La femme peut être épanouie, libre, gérer son foyer et entreprendre ou être salariée dans ce magnifique pays en plein développement. Donc, on peut complètement réussir au Sénégal et j'y crois. Sinon je ne serais pas là », a dit Coumba Sow avec un sourire aux lèvres.

« De retour chez elles, elles doivent mettre en œuvre des conditions de réalisation de leur ascension sociale, de leur jouissance d'une certaine liberté et à ce titre elles devraient être considérées comme des vecteurs de changements sociétaux », a défendu Adjaratou Wakha Aidara Ndiaye.

La Directrice Exécutive du PWA soutient que, avec les opportunités liées à la découverte du pétrole te le gaz, l'Etat devrait orienter la plupart de ces femmes de retours vers des formations qui leur permettraient de pouvoir bénéficier et accompagner ce processus de développement économique et social qui sera bénéfique pour l'ensemble de la nation sénégalaise. Parce « qu'une réinstallation réussie de ces migrantes se caractérise par une nouvelle mobilité localement qui va permettre le développement de toutes les contrées ».

Selon la Directrice de l'OMIRAS, tant que nos pays sont gouvernés par des hommes, l'Afrique restera dans le sous-développement. C'est pourquoi elle demande aux hommes de céder la place aux femmes pour voir dans 40 ans si on va rester dans cette situation où on pourra parler d'Afrique avec une autre vision.

WEER BI

le premier journal du département de Keur Massar

www.keurmassaractu.com - weerbijournal@gmail.com weerbi/keurmassaractu

Février 2023 - SERVICE COMMERCIAL : 33 837 00 86 / 77 586 58 43

Secteur de l'énergie

Le REGEP lance son plan stratégique P. 8

Autoroute Dakar-Tivaouane-Saint-Louis,

Une catastrophe

environnementale et économique

- **Plus 400 000 arbres abattus (EIES),**
- **Ngaye Mékhé : Plus de 300 ateliers de l'artisanat menacés**
- **Un danger pour la résilience économique des femmes de Tivaouane**

Source : www.lesautoroutesdusenegal.sn

Le Directeur du CNRF/ISRA réitère la disponibilité de la recherche à accompagner ces pojets

PP. 12-13

Elimane Haby Kane,

« Cet ouvrage est une nouvelle forme d'enclavement »

PP. 21-23

Jaxaay-Parcelles

Les inondations : Un éternel combat

PP. 3-4

Keur Massar :

Les femmes élues lancent le 1er forum départemental sur le développement économique et environnemental

Le Cadre de Concertation des Femmes élues du département de Keur Massar (CCFE) ont procédé, jeudi 23 février, au lancement du forum économique, social et environnemental du 46ème département du Sénégal. un geste qui honore les femmes à la vielle de la journée internationale des femmes.

Initié par les femmes élues du département de Keur Massar, ce premier forum sur le développement va être inscrit sur les plus belles pages de l'histoire du Sénégal. Le plus jeune département a donné l'opportunité aux femmes conseillères municipales, des Collectivités térritoriales et départementales d'exprimer leur savoir-faire à travers le rassemblement de toutes les franges de la population massaroise autour des problématiques qui empêchent son développement.

« Cette rencontre participative est initiée par des femmes élues (…), conscientes de leur rôle et de leur responsabilité dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques au niveau communal et départemental et dans une dynamique de renforcement du processus de la décentralisation », a expliqué Mary Aw.

Selon la coordonnatrice du CCFE, la départementalisation de Keur Massar fait partie des mesures prises par le président de la République lors de sa visite à Keur Massar pendant les inondations de 2020 pour soulager les victimes. Pour une meilleure prise en charge des besoins des populations, Macky Sall a érigé Keur Massar en département le 17 septembre 2020.

La Secrétaire générale du CCFE a expliqué que le forum des femmes élues qui se tient du 23 au 24 février entre les cadres du département, la société civile, les jeunes et les femmes tourne autour de l'amélioration du cadre de vie, du développement humain, du développement économique et social et de la bonne gouvernance. Elle a par ailleurs demandé aux autorités en charge de l'aménagement du territoire de procéder à la définition des frontières entre les communes du département de Keur Massar pour éviter des problèmes entre les différents maires sur la limitation de leurs territoires.

Le Cadre a projeté un film documentaire sur les problématiques du département. Cette vidéo montre les problèmes d'inondations, de l'occupation des voix publiques, de la décharge de Mbeubeuss et des bassins de rétention des eaux de pluies.

Le préfet de Keur Massar a rappelé l'importance des investissements réalisés dans ce nouveau département par les autorités pour améliorer les conditions de vie des citoyens même si le département reste toujours confronté aux manques d'infrastructures et de ressources financières pour faire face aux demandes urgentes du département.

A l'issue de cette rencontre, le Cadre de Concertation des Femmes élues va proposer un document qui dressera l'ensemble des problèmes rencontrés par les populations.

Sahite Fall a souligné que ce document permettra de faire des diagnostics pour proposer des solutions qui seront présentées aux autorités et aux partenaires techniques et financiers de l'Etat du Sénégal. Il a invité toutes les forces vives du département à accompagner cette initiative pour une meilleure réussite du projet des femmes élues.

Madame Rokhaya Daba Fall : « le marché du travail est structuré au détriment des femmes »

Ingénieure agronome, Madame Rokhaya Daba FALL, entrée en 1980 dans la Fonction Publique du Sénégal, a conduit en 1983 un programme de recherche sur la dégradation des terres par acidification des sols. Première Directrice générale de l'Institut National de Pédologie, créé en 2004, elle a travaillé dans plusieurs pays africains et pour le compte des institutions internationales. Ce qui lui permet d'analyser la place de la femme dans le milieu du travail au Sénégal et à l'international.

Comment est structuré le marché du travail au Sénégal ?

Depuis le recul de la société matriarcale d'origine africaine, remplacée par la société patriarcale sous l'influence des religions et surtout de la colonisation, le marché du travail est structuré au détriment des femmes. Avec notamment des salaires inégaux pour un même travail, une discrimination dans le recrutement au bénéfice des hommes et surtout une responsabilisation des hommes au détriment des femmes à valeur de compétence égale ou même supérieure au bénéfice des femmes. La tendance, malgré les efforts dans les textes de lois et au niveau de quelques rares domaines de compétence, n'est toujours pas inversée.

Comment avez-vous vécu votre expérience au sein de l'administration publique sénégalaise et à l'international ?

Difficile à résumer. Mais nous retenons, d'abord, une image symbolique qui est, pendant très longtemps, de nous retrouver la seule femme dans des salles de réunions remplies d'hommes. Ensuite de devoir donner des instructions à des hommes qui n'arrivaient pas à faire la différence entre leur vie de famille et la profession. Par ailleurs à devoir s'impliquer dans les vies de famille d'hommes irresponsables qui abandonnaient leur famille en demandant des affectations pour vivre d'autres aventures.

Au niveau international, le machisme est pareil, et il est souvent demandé aux femmes de prouver plus qu'il n'en faut. Cependant autant au niveau national qu'international, difficile est certes le chemin, mais avec la persévérance dans la compétence et la droiture, le combat est vite gagné.

Avez-vous eu des difficultés ou subi de la discrimination pour accéder aux postes de responsabilité au niveau national et international ?

J'avoue ne m'être jamais considérée comme une victime. Donc, étant une personne engagée et perfectionniste, j'ai souvent balayé sans effort particulier, les écueils qui pouvaient se dresser sur ma route.

Comment les employés travaillent dans une structure dirigée par une femme ?

Après une ou deux personnes à qui il faut remonter les bretelles pour qu'elle(s) se rend(ent) compte que la responsabilité n'a pas de sexe, mais plutôt se décline dans le leadership et la compétence, le chemin se clarifie. Évidemment, au niveau hiérarchique, le combat de la clarification des rôles et des raisons des positions occupées est continue quitte à se bâtir, à la longue, une personnalité qualifiée de sévère ou de détachée des choses de la vie, pour mieux mener carrière et soutenir les autres femmes dans les services dont on a la direction.

Secteur extractif

Inégalité d'accès à l'emploi : les femmes trouvent des alternatives

Au Sénégal, le marché du travail dans le secteur extractif est caractérisé par de fortes inégalités dans l'accès aux emplois et dans la rémunération. Pour faire face à cette réalité, certaines cératines femmes ont réussi à trouver des alternatives pour lutter contre la discrimination.

L'Initiative pour la Transparence dans les industries extractives du Sénégal a publié, en décembre 2022, le rapport ITIE 2021 sur le secteur extractif. Selon le document, ce secteur a généré 10 249 emplois dont 95.9 % d'emplois nationaux. Les femmes sont faiblement représentées. Elles n'occupent que 7.62 %.

Pour savoir comment les femmes s'adaptent à la réalité, nous avons rencontré des étudiantes au bâtiment géologie de la Faculté des Sciences et Technique de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. De taille courte, Khady Ndiaye nous accueille dans une salle de cours. A l'intérieur, nous trouvent sa camarade de promotion en train de corriger des copies d'examen. Nous interpellons la dame sur les questions liées à la place de la femme sans succès. Elle décide de nous céder la salle pour notre entretien.

Géologue de formation, Madame Fall est inscrite au département de géologie de la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar pour un doctorat sur les données pétrolières qu'elle va mener au niveau du laboratoire de Sédimentologie et Biostratigraphie. Titulaire d'un baccalauréat, série scientifique, elle explique pourquoi elle avait choisi la série scientifique au lycée. « J'ai toujours aimé les filières scientifiques depuis le bas âge. Parce que j'avais d'excellentes notes dans les matières comme les mathématiques et les sciences de la vie et de la terre ».

Après un cursus scolaire et universitaire sans faute, Khady Ndiaye se bat pour que les femmes aient une grande place dans l'enseignement supérieur et dans le monde de la recherche parce que les femmes ont la capacité de réussir dans les filières scientifiques. Et son combat passe d'abord par la sensibilisation de toutes les composantes de la société patriarcale qui continue de promouvoir l'exclusion de la femme dans le monde professionnel par des stéréotypes qui ne tiennent pas.

« Je me suis dit que je suis une femme leader. Pourquoi donc être favorisée par un système qui oblige les femmes à rester à la maison. Nous sommes intelligentes au même titre que les hommes ou plus. On fournit beaucoup plus d'efforts que les hommes, a-t-elle défendu, avec un sourire. Quand on était à Kédougou, là où les hommes mettaient leurs pieds, nous mettions les nôtres sans difficulté. Jusqu'à présent et malgré l'âge, j'escalade les montagnes situées dans la région de Kédougou au même titre que nos camarades étudiants, lors de nos voyages d'étude. La dernière fois, c'était en 2022 ».

Apres l'obtention de son diplôme de Master 2, Khady Ndiaye a voulu trouver un emploi pour participer au développement économique du pays mais cela n'a pas été possible à cause de « la discrimination ». Après avoir introduit plusieurs demandes au niveau des ministères, des sociétés et des entreprises, Madame Fall

ne trouve aucune offre d'emploi. Surprise, elle recourt à un « travail précaire » dans un centre d'appel pour au moins financer ses besoins personnels en attendant la réponse à ses demandes ou un concours de recrutement dans la fonction publique ou dans l'administration privée.

Après deux ans de service somme conseillère commerciale, un métier qui ne lui garantit aucune promotion, elle décide de mettre fin à son contrat pour embrasser la recherche afin de relever le défi dans la disponibilité des données pétrolières au Sénégal et de combler le déficit de femmes dans la recherche. Elle travaille aujourd'hui pour devenir Professeure titulaire dans les universités sénégalaises et profiter de ses revenus pour assurer à sa progéniture un avenir meilleur par une bonne éducation scientifique.

Après la soutenance de sa thèse en vue d'obtenir le grade de Docteur, Madame Fall fera encore face à une société qui ne laisse aucune opportunité d'emploi et de responsabilité dans les administrations publiques comme privées aux femmes. C'est pourquoi, elle plaide pour le changement des mentalités afin de réduire les inégalités dans l'accès aux emplois du secteur extractif sénégalais.

« Nos institutions sont dirigées par des hommes, ces hommes qui sont de la société ont une mentalité ancrée dans la discrimination. On doit formater cette mentalité pour que la société puisse reconnaître les compétences de la femme », a-t-elle affirmé.

Au Sénégal, le Ministère du pétrole et des énergies a mis en place en 2020 une cellule genre et équité. Sa mission consiste à formuler des propositions et à élaborer un plan d'actions pour une prise en compte efficiente à tous les niveaux de l'approche genre et équité dans ses programme.

Elaboré en 2013 avec l'appui de la CEDEAO, le Plan d'Action national Genre-Energie vise au moins une parité homme-femme d'ici 2030 dans le secteur publique de l'énergie. Sur le terrain, l'objectif est loin d'être atteint. Puisqu'en 2023, l'accès de femmes aux emplois dans le secteur extractif reste toujours un défi à relever.

Trésorière générale du Réseau des Femmes et des Jeunes dans le secteur des énergies, Madame Fall consacre actuellement son temps libre aux activités de cette association pour sensibiliser les élèves, femmes et jeunes sur l'importance des séries scientifiques. Elle travaille participe également aux campagnes sur la lutte contre les stéréotypes dans la société sénégalaise et les inégalités entre les hommes et les femmes.

Le REGEP-GEONET est un réseau des jeunes et des femmes évoluant dans les secteurs des énergies. Il regroupe un capital humain diversifié qui œuvre pour la promotion de l'accès des femmes et des jeunes dans les métiers du pétrole et des Énergies. Il est né en novembre 2021, lors du 20ème congrès de l'ASEA à Dakar.

Le REGEP avait lancé son plan stratégique, le mardi 24 janvier à Dakar. L'atelier a été présidé par Madame le Ministre du Pétrole et des Énergies, Madame Sophie GLADIMA. Il entrait dans le cadre du programme d'Appui au Développement des Énergies Renouvelables pour l'Accès Universel à l'électricité, Paderau.

Dr Selly Ba : « La mixité développe la capacité de l'entreprise »

Docteure en sociologie et Coordonnatrice du programme Démocratie et Migration, Selly Ba est spécialiste sur les questions de genre. Chargée de la politique « genre » du Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement du Sénégal (2014-2016) et auteure de plusieurs articles dont « Covid-19 : quelles conséquences sur les inégalités de genre au Sénégal (avril 2020) », Selly Ba demande aux entreprises de favoriser une politique « genre » pour le développement de leurs capacités. Dans une interview qu'elle a accordée à Weer Bi, elle souligne le lien entre les stéréotypes et la présence des femmes dans le secteur extractif au Sénégal.

Quelle lecture faites-vous de la faible présence des femmes dans le secteur extractif ?

La faible présence des femmes s'explique, tout simplement, par les stéréotypes qu'on a dans ces types de secteurs. Ils sont considérés comme des secteurs techniques et masculins. Tout ce qui est secteur technique, lié à l'ingénierie, et tout ce qui est extractif, on considère que ce sont des hommes qui doivent y être présents.

Maintenant, le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui les instituts forment des ingénieures, des femmes qui peuvent travailler dans tout ce qui est technologie et dans d'autres domaines. Il faudrait, alors, que les entreprises puissent accompagner cette forte demande qui vient des écoles de formation et avoir des environnements qui ne vont pas se dire que ces métiers sont exclusivement réservés aux hommes et que les femmes ne sont pas les bienvenues. Parce qu'on assimile, le plus souvent, ces secteurs à l'effort dans le travail. C'est-à-dire la charge de travail. Puisqu'il faudrait un effort physique, les femmes sont marginalisées alors qu'elles sont formées pour rejoindre ce secteur.

Il est interdit dans la législation sénégalaise à un individu de supporter une charge qui dépasse 25 kilogrammes. Aujourd'hui, on parle de tout ce qui est mécanisation pour alléger les charges et faciliter le travail. Donc les entreprises doivent aller vers la mécanisation pour permettre aux femmes formées de pouvoir travailler dans ces secteurs sans restriction.

Aujourd'hui, les filles sont orientées, de plus en plus, dans les filières techniques et scientifiques. Parce que l'Etat du Sénégal a mis en place des politiques qui favorisent l'intégration des filles dans les secteurs techniques. Mais cette initiative n'accompagne pas les cibles jusqu'au recrutement. Ce qui représente un problème, un manque à gagner. Parce qu'on ne peut pas avoir des femmes ingénieures et en même temps avoir des femmes qui n'arrivent pas à intégrer le marché de l'emploi. Beaucoup d'entre elles se retrouvent aujourd'hui dans les ressources humaines, le commerce ou les services. Aujourd'hui, on a besoin, quand même, de ces femmes ingénieures pour travailler dans le secteur extractif et relever le défi.

Quelle est l'avantage d'avoir plus de femmes dans ces entreprises ?

Les entreprises doivent être davantage sensibilisées. Elles doivent être, de plus en plus, conscientes de la plus-value de la mixité. C'est-à-dire avoir des groupes mixtes, des groupes composés d'hommes et de femmes. Ça développe la capacité de l'entreprise. C'est un bonus pour l'entreprise d'avoir une mixité en termes de talents, en termes d'hommes et de femmes qui viennent d'horizons différentes. Ça va plus aider l'entreprise pour le développement de ses capacités.

Quels rôles doivent jouer les femmes pour avoir plus de places dans ce secteur ?

Il y a déjà un réseau qui est mis en place, un réseau de femmes qui travaillent dans le secteur extractif au Sénégal et dans le monde. Donc, il faudrait que ces femmes puissent jouer le rôle de plaidoyer pour davantage inciter les entreprises à intégrer la politique genre dans leurs programmes et avoir des conventions avec des écoles pour mieux accueillir les filles et les accompagner dans leur formation. Parce qu'on a besoin plus de filles dans ces entreprises vu que l'Etat a mis en place des politiques pour améliorer la présence des filles dans les filières scientifiques. Ce qui s'est traduit par l'institution de prix pour distinguer les meilleures élèves dans les matières scientifiques. Ces politiques ont permis d'avoir beaucoup de miss mathématiques et de miss sciences.

Il y a beaucoup d'initiatives qui font la promotion de la femme. Il ne faut pas alors qu'elles soient vaines. Parce que si les femmes ne se retrouvent pas après leurs formations, ne restent pas dans le milieu professionnel technique, elles vont se dire à quoi bon de s'intéresser à ces filières scientifiques et métiers techniques qui ne garantissent aucun emploi dans le futur.

Inégalité des sexes dans le secteur extractif : encore des défis à relever au Sénégal

Au Sénégal, les inégalités entre les sexes restent toujours un défi à relever, malgré les efforts consentis par les autorités. Les femmes restent les principales victimes.

Le rapport ITIE 2021 a permis de faire la présentation de la structure du marché du travail dans le secteur extractif sénégalais. Ce dernier a généré 10 249 emplois en 2021 sur 26 sociétés ayant communiqué leurs effectifs. Les emplois nationaux représentent 95,9% de l'effectif global. La masse salariale globale déclarée est estimée à 109,7 milliards de FCFA Les femmes représentent 7.62 % (soit 781 postes) de l'effectif total. En 2020, le pourcentage de toutes les femmes était de 7,69 %. Cette faible augmentation (7%) reflète les inégalités dans l'accès aux emplois et remet en cause l'efficacité des politiques de genre au Sénégal.

Selon une étude de la Banque mondiale réalisée par Eftimie, Heller et Strongman (2009) sur « les femmes dans l'industrie minière : parvenir à l'égalité hommes-femmes », la majorité des emplois formels concernent principalement l'exploitation minière à grande échelle et sont plus souvent occupés par des hommes que par des femmes. Les résultats de cette étude montrent que les sociétés minières emploient rarement plus de 10 pour cent de femmes dans leurs effectifs, en moyenne.

Au niveau national, le secteur extractif avait créé en 2020, 707 emplois pour les femmes. En 2021, l'effectif passe à 763, soit une augmentation de 56 postes. C'est-à-dire une hausse d'une femme par semaine. Au même moment, l'effectif des hommes a enregistré une hausse de 770 emplois. C'est-à-dire près de 15 hommes par semaine. Le nombre d'hommes a augmenté de plus de 13 (13, 75) fois le nombre de femmes.

L'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes (ONU femme) donne une définition du concept « égalité des sexes » : « L'égalité entre les sexes (égalité de genre) fait référence à l'égalité en matière de droits, de responsabilités et de chances entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. L'égalité ne signifie pas que les femmes et les hommes sont identiques, mais que leurs droits, leurs responsabilités et leurs perspectives ne dépendent pas de leur sexe. L'égalité de genre implique que les intérêts, les besoins et les priorités des femmes et des hommes soient pris en considération, tout comme la diversité des différents groupes de femmes et d'hommes. L'égalité de genre ne concerne pas uniquement les femmes : elle doit pleinement impliquer les hommes comme les femmes. L'égalité entre les femmes et les hommes est à la fois une question de droits fondamentaux et une condition préalable et un indicateur du développement durable axé sur les personnes ».

Pour lutter contre les inégalités qui s'explique par « l'existence de stéréotypes dans le secteur extractif », selon Docteure Selly Ba, sociologue, le Sénégal s'est doté d'une stratégie nationale pour l'équité et l'égalité de genre (SNEEG) 2016-2026 qui a pour vision de faire du « Sénégal un pays émergeant en 2026 avec une société solidaire dans un Etat de droit, sans discrimination, où les hommes et les femmes auront les chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance ».

Le Ministère du pétrole et des énergies dispose d'un Plan d'Action National Genre-Energie. Il vise au moins une parité Homme-Femme 50-50 d'ici 2030 dans le secteur public de l'énergie. La Cellule Genre et équité du ministère est chargée de mettre en œuvre le plan d'action pour « une prise en compte efficiente et à tous les niveaux de l'approche genre et équité dans les programmes du ministère du Pétrole et des Energies et de coordonner des actions y relatives ».

Toutes ces initiatives n'ont pas permis d'améliorer la situation des femmes et de relever le défi. Puisqu'elles peinent toujours à profiter des opportunités du secteur extractif en terme de création d'emploi.

Mamadou Darahmane Sy et Oumar Ba

Madame Aida Diop Ndiaye : « la présence des femmes dans le secteur extractif est un défi majeur»

Présidente de l'Association des femmes du secteur des mines, du pétrole et du gaz, Women In Mining Sénégal, Madame Aida Diop Ndiaye, qui pense que la présence de la femme dans le secteur extractif demeure un défi majeur à relever, plaide pour la construction d'un indice de genre qui permettra de suivre la situation des femmes et leur évolution dans ee secteur.

WIM Sénégal est une organisation de la société civile qui regroupe les femmes qui travaillent directement ou indirectement dans le secteur extractif pour la promotion du leadership féminin. Sa mission principale est le renforcement des droits socio-économiques des femmes à travers l'éducation, l'inclusion et l'innovation pour un secteur extractif plus juste, plus égalitaire et qui offre aux femmes un cadre propice et favorable à leur épanouissement.

Le secteur extractif est largement dominé par les hommes, selon rapport ITIE 2021. Quelle lecture faites-vous de cette situation ?

D'abord, il est important de rappeler que d'une manière générale, les femmes sont très mal représentées dans le secteur extractif. Que ça soit au niveau de l'emploi ou au niveau de l'entreprenariat et, surtoute la chaîne de valeur. Le combat contre ces inégalités fait partie des missions principales de WIM Sénégalpour renforcer la présence des femmes dans ce secteur en termes d'emplois et en termes de saisine des opportunités entrepreneuriales mais également en termes d'accès aux postes de responsabilité et aux instances de décision.

Aujourd'hui, l'ITIE est un instrument, une norme qui nous permet d'avoir de manière générale une vision en termes d'avancées et d'innovations sur le secteur extractif relativement à la transparence et à la gouvernance des industries extractives. Maintenant, la femme est une partie importante du secteur parce qu'aujourd'huil'article 25-1 de la Constitution stipule que les ressources appartiennent au peuple, composé de 52 % des femmes et des jeunes. Donc, il est important que les femmes bénéficient au même titre que les hommes des opportunités économiques du secteur.

Le rapportITIE 2021 a permis de générer quelques évidences relativement à l'emploi des femmes dans le secteur. Il est important, aussi, de rappeler que ce rapport a un périmètre qui ne concerne que quelques entreprises (26) dont leurs chiffres d'affaires dépassent 200 millions de FCFA. Il y a aujourd'hui plus de 315 entreprises qui ne sont pas concernées par les résultats de l'ITIE où travaillent des hommes et des femmes. Donc, si on se réfère à l'échantillon de l'ITIE, nous avons pu constater qu'en 2021, le pourcentage des femmes sénégalaises, de manière générale, qui travaillent dans ce secteur est de 7,62%. En 2020, le pourcentage des femmes était de 7,69% de femmes. Au niveau des emplois nationaux, nous constatons qu'en 2020, seules 707 femmes sénégalaises travaillaient dans ce secteur. Ce chiffre passe à 763 en 2021. Même si le pourcentage a connu une baisse entre les deux années, si on fait une analyse genre-comparée, nous constatons qu'en 2020 pendant que nous avions 707 femmes qui travaillaient dans ce secteur, nous avons 8296 hommes nationaux qui y travaillent. En 2021, nous avons noté 763 femmes sur 9066 hommes. Donc, nous voyons nettement qu'il y a un gap qui est à combler. Parce que, de 707 à 763, nous avons noté une augmentation de 56 femmes entre 2020 et 2021 et les hommes passent, pendant la même période de 8 296 à 9 066, c'est-à-dire une hausse de 770 emplois. Ce qui montre que si on fait le ratio entre l'évolution du nombre de femmes et d'hommes employés entre 2020 et 2021, nous notons que le nombre d'hommes a augmenté de plus de 13 (13, 75) fois le nombre de femmes.Ce qui est très faible par rapport à la représentativité et même à l'évolution des femmes. Ce qui est aujourd'hui un défi majeur à relever pour toutes les parties prenantes pour trouver des solutions.

Donc concernant WIM-Sénégal, ce que nous essayons de faire, c'est d'avoir un indice de genre qui permet de suivre la situation des femmes et leur évolution dans le secteur extractif.

Le travail de l'ITIE est importantdans la mesure où il permet de générer des évidences. Mais, nous savons que dans le secteur, il y a d'autres femmes qui ne sont pas prises en compte par l'ITIE. C'est-à-dire des femmes qui travaillent dans les 315 autres entreprises et d'autres qui sont dans l'entrepreneuriat ou qui sont ses prestations de services sur l'enveloppe globale qui dépasse presque 9 000 milliards FCFA. La disponibilité de toutes ces données qualitatives comme quantitatives est un autre défi pour pouvoir mesurer la présence des femmes, les acquis, les opportunités et les parts de marché qu'elles ont captés.

De l'autre côté, il y a des femmes qui sont dans les communautés impactées par l'exploitation des ressources extractives. C'est pourquoi, il est important que l'on puisse savoir comment le secteur extractif est en train de produire des effets sur les conditions de vie des femmes mais également sur les impacts liés à leurs moyens de subsistance. Les conditions de travail et les opportunités de formation sont importantes à documenter.

L'indice de l'ITIE permettrait avec ces cinq dimensions (bonne gouvernance, emploi, entrepreneuriat, communautaire impactée et l'artisanat-minier) d'avoir une situation, en temps réel, de ces femmes partout où elles puissent être dans ce secteur, Parce qu'on parle de chaînes de valeur.Ça permettrait de documenter les facteurs d'exclusion des femmes dans le secteur, en général et les instances de décision, en particulier.Cet indice permettra, également, d'avoir un outil d'aide à la prise de décision pour éclairer les décideurssur, par exemple, les décisions qu'ils vont prendre mais également un outil de communication et de plaidoyer pour les acteurs pour renforcer la présence et la participation des femmes dans ce secteur. Ce qui est un droit dont les femmes doivent en fait jouir.

Aujourd'hui, le travail de WIM Sénégal dans la promotion des femmes, c'est d'abord de porter la voix des femmes, toute catégorie confondue, dans ce secteur que ça soit les femmes au niveau national ou au niveau communautaire pour qu'elles puissent jouir de leur droit socio-économique dans ce secteur mais également pour qu'on puisse renforcer les politiques et les pratiques en termes de sensibilité au genre. Parce qu'aujourd'hui, si les politiques sont sensibles au genre, si les financements sont sensibles augenre, si les politiques budgétaires sont sensibles augenre, ça permettrait aussi de faciliter l'autonomisation des femmes et ainsi réduire les violences faites sur les femmes, de prendre en charge l'éducation de leurs enfants et surtout l'éducation des filles. Parce que nous avons constaté que dans les régions comme Kédougou, il y a un taux de déperdition scolaire importante lié aux activités extractives. C'est pourquoi, il est important de revoir la place que l'on donne à la femme dans ce secteur au niveau national et communautaire. Parce que, des fois, au niveau communautaire, les considérations ou bien la construction sociale fait que les divisions sexuelles du travail ne font pas que les femmes puissent bénéficier des opportunités au même titre que les hommes. Cette situation crée des discriminations, des disparités et des inégalités.

Il faudrait que plusieurs voix se lèvent pour mettre fin à ces inégalités ouqu'on puisse réduire ces disparités et c'est important que WIM Sénégal s'engage. Si nous avons, aujourd'hui, un ancrage au niveau local et dans plus de six régions minières et pétro-gazières au Sénégal, c'est parce que nous sommes unies autour d'une organisation de femmes qui travaillent dans le secteur.

Quels sont les facteurs qui expliquent la faible représentation des femmes dans le secteur extractif ?

D'abord, on peut dire que ce sont les politiques de recrutement des entreprises qui expliquent cette tendance. Maintenant, il s'agit de voir si les politiques de recrutement sont sensibles aux genres et si elles créent des conditions pour attirer davantage de femmes dans ce secteur qui est à qualification masculine. Aujourd'hui, il est important d'adapter le travail à l'Homme, avec un grand H, au lieu que l'Homme, avec grand H, s'adapte au travail. Donc, la femme qui est mère et épouse doit pouvoir travailler dans ce secteur et sa féminité, de manière générale, ne doit pas être un facteur bloquant.

Ensuite, ce sont des politiques publiques qui jouent un rôle important dans la répartition des emplois. Est-ce que il y a des politiques contraignantes ? Je prends juste l'exemple on avait un acquis dans le code minier avec l'article 115 sur la nécessité professionnelle et l'équité salariale. Cet article a été abrogé. C'est comme si on marchait aussi en reculant. Ce qui ne permet pas de faire jouir aux femmes de leurs droits dans ce secteur. L'autre cause, qui peut sembler une cause profonde, c'est l'éducation et la présence des filles dans les filières scientifiques. Nous savons que même si le secteur extractif emploie de manière générale tous les profils littéraires ou scientifiques, il est important d'avoir un maximum de filles dans les filières scientifiques pour avoir une masse critique de femmes dans le secteur extractif. Ainsi, WIM Sénégal a mis en place un programme de mentorat des jeunes filles pour les inciter à embrasser les matières scientifiques et plus tard servir dans le secteur extractif même si, de manière générale, sur le plan social il y a les considérations et les perceptions biaisées qui font que les femmes ont peur de s'adonner à la science et au secteur extractif.

Qu'est-ce qui pousse WIM Sénégal à travailler pour la promotion de la femme dans le secteur extractif ?

Aujourd'hui les études ont montré que toutes les parties prenantes d'une institution gagnent avec l'application diversité de genre. Les études ont montré que dans les conseils d'administration où il y a par exemple des femmes et des hommes, les entreprises font plus de chiffres d'affaires. On sait aussi que la femme, en général, a une vision holistique de la chose.

Si la femme travaille, son premier réflexe, c'est de participer à la prise en charge de la famille avec le financement de l'éducation des enfants, par exemple. Donc, renforcer la présence des femmes dans ce secteur, c'est participer même au développement de notre pays. Parce que la femme est un acteur incontournable du développement.

Le Centre Culturel Régional Blaise Senghor

Présente :

Une production de Grand Ecart Cie (Sénégal) et le Théâtre de la Mascara (France)

02 MARS

L'Arbre et la Jeune Fille

Un conte théâtral

á 18h

Texte et mise en scene :Nicolas Jobert

avec Amy Badji - Awa Diouf - Leya Kane - Nivolas jobert - Moustapha Mboup

Abdoulaye Seydi - Aurelie Videlier Scénographie : Emile Tronchilar - Costume : Cheikh Omar Diaw

Photo et Affiche : Baba Diedhiou

Centre Culturel Régional Blaise Senghor

GEC Grand Ecart Compagnie

la Mascara Théâtre